

# Modèle agricole danois : De la réussite au doute

Crystel l'Herbier

Service Agronomie – Économie - Environnement

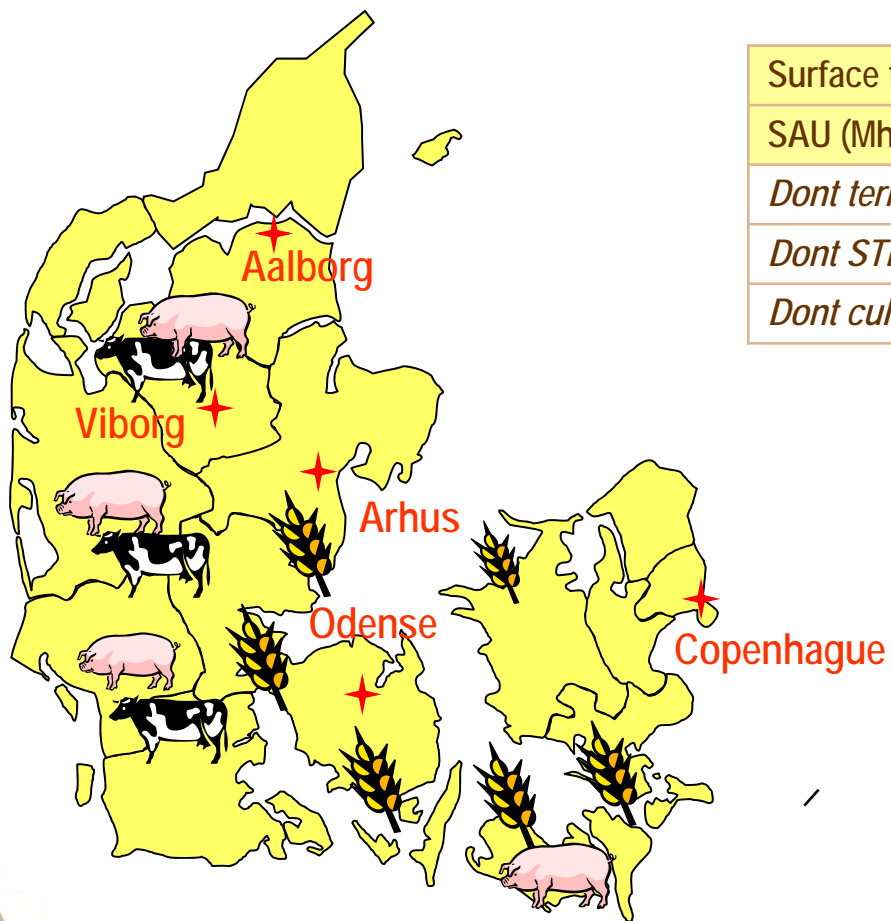


Réunion agriculteurs

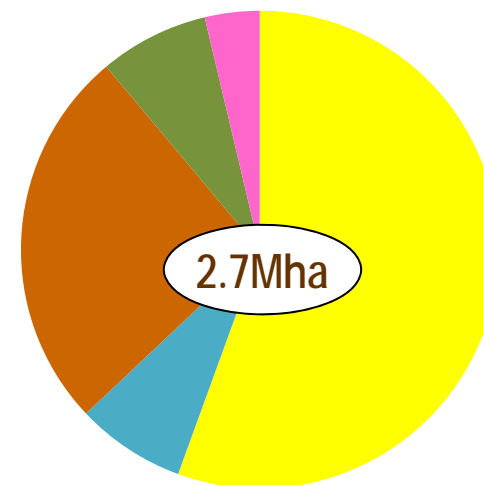
La Crèche – 10 décembre 2013



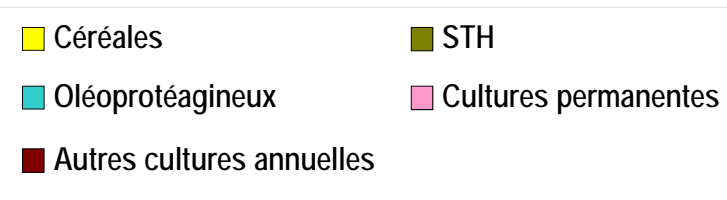
# Utilisation du territoire



|                                  | Danemark | France |
|----------------------------------|----------|--------|
| Surface totale (Mha)             | 4.3      | 54.9   |
| SAU (Mha)                        | 2.7      | 27.8   |
| <i>Dont terres arables</i>       | 89%      | 64%    |
| <i>Dont STH</i>                  | 7%       | 33%    |
| <i>Dont cultures permanentes</i> | 4%       | 3%     |

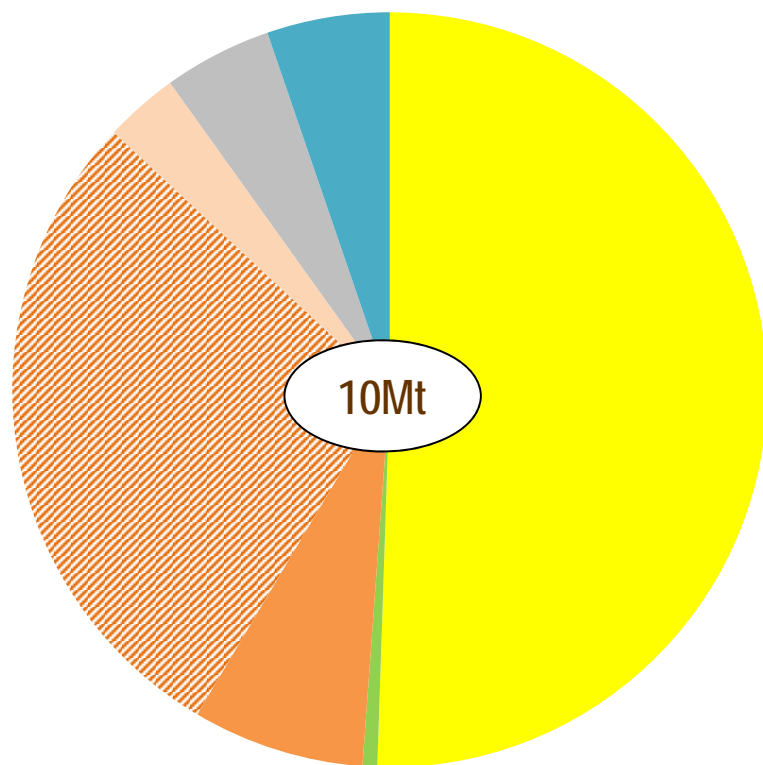


Surfaces





# Production de céréales et d'oléoprotéagineux



Blé : 5 Mt en moyenne  
(essentiellement blé fourrager)

Orge : 3.5 Mt en moyenne  
(essentiellement orge de printemps  
dont 1/3 d'orge apte à la brasserie)



- |                   |                 |
|-------------------|-----------------|
| Blé tendre        | Seigle          |
| Maïs              | Autres céréales |
| Orge d'hiver      | Colza           |
| Orge de printemps |                 |



## Productions animales

- 4,9 Mt de lait
- 2 Mt de viande de porc
- 220 000 t de viande de volaille
- 150 000 t de viande bovine



5.5 Millions d'habitants  
produisent de quoi nourrir  
15 millions de personnes.



# Evolution du secteur agricole

|                          | 1903    | 1939    | 1964    | 1992   | 2009   | 2015   |
|--------------------------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| Nombre d'exploitations   | 260 000 | 210 000 | 175 000 | 75 000 | 47 384 | 31 622 |
| Coopératives laitières   | 1 046   | 1 399   | 904     | 23     | 11     | 12     |
| Abattoirs coopératifs    | 27      | 61      | 62      | 5      | 2      | 2      |
| Coopératives céréalières |         | 1 505   | 1 605   | 83     | 8      | 8      |

Source : Knowledge Centre for Agriculture

L'agriculture et l'agro-alimentaire  
représentent 180 000 emplois

Taille moyenne des  
exploitations : 66 ha (161ha  
pour les exploitations à  
plein temps)

Environ 40 000 exploitations  
aujourd'hui avec une forte  
proportion de doubles actifs

Pour les années à venir :

- ¼ des exploitants ont plus de 60 ans
- Diminution du nombre d'exploitations
- Augmentation des doubles actifs (75%) → développement des ETA



# Plan d'action pour l'environnement aquatique

| Objectif   | Outils   |
|--|--|
| <p>1987-1997 : Plan d'action n°1</p> <p>Échéance 1993 : - 50% émissions N et -80 % émissions P dans l'eau</p>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyen stockage effluent élevage</li> <li>• 65% couverture sols hiver</li> <li>• Plan fertilisation et fumure</li> </ul>   |
| <p>1991 : Plan pour une agriculture durable</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quota d'azote (fixation de normes à la culture)</li> </ul>  |
| <p>1998-2003 : Plan d'action n° 2</p> <p>Diminution de 50% de la lixiviation / années 80's</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectifs de rendement : -10% / optimum économique</li> <li>• Cultures dérobées (6% de la surface)</li> </ul>   |
| <p>2004-2015 : Plan d'action n° 3</p> <p>Réduction de 13% de lessivage de l'azote</p> <p>Réduction de 50% de l'excédent de phosphore</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de zones tampons</li> <li>• Taxe phosphore</li> <li>• Cultures dérobées (10% de la surface)</li> <li>• Zones tampon de 10m le long des cours d'eau (objectif : 50 000 ha)</li> </ul> |
| <p>2009 : « Green growth »</p> <p>Réduction de 19 000 t des rejets d'azote dans le milieu aquatique entre 2010 et 2015</p>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cultures dérobées (14% de la surface)</li> <li>• Contraintes sur le travail du sol à l'automne</li> </ul>   |
| <p>2013 : mise en place d'une commission indépendante</p> <p>→ donner des recommandations au gouvernement.</p>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 44 mesures proposées : différenciation de zones, plus d'initiative à l'agriculteur, quota à l'exploitation...</li> </ul>  |



# Plan d'action pour les pesticides

| Objectif  | Outils   |
|---|--|
| <p>1986-1999 : Plan d'action n°1</p> <p>Retrait des molécules les plus dangereuses</p> <p>Réduction de 50% de l'utilisation des produits phytos</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des quantités de matière actives vendues</li> <li>• Mise en place d'un IFT national</li> <li>• Taxes sur les produits phytos</li> <li>• Renforcement de la recherche et du conseil agricole</li> </ul>  |
| <p>1999 : Comité Bichel</p> <p>Evaluation du premier plan d'action</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui scientifique aux plans de réduction (mesure d'impact du plan d'action et réévaluation des objectifs)</li> </ul>   |
| <p>2000-2009 : Plans d'actions n° 2 et 3</p> <p>A partir des conclusions du Comité Bichel réduction des IFT : 2.7 à 2.0 en 2002 et 1.7 en 2009</p> <p>0,1 µg/l pour une substance active et à 0,5 µg/l pour la totalité des substances actives dans l'eau potable</p> <p>2009 : « Green growth »</p> <p>Réduction des IFT à 1.4 ?</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Référentiel IFT par type de traitement → IFT = 2.0 en 2002 et 1.7 en 2009</li> <li>• Renforcement du conseil et de la recherche via une nouvelle augmentation des taxes (OAD, conseil, formation, avertissements)</li> <li>• Registre phytosanitaire</li> <li>• Instauration de zones non traitées</li> <li>• Promotion pour l'Agriculture bio</li> </ul> |
| <p>2013 : plan stratégie pesticide</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'une nouvelle méthode de calcul des taxes</li> </ul>   |



# Un nouveau système de taxe pour les produits phytosanitaires en 2013

- Entrée en vigueur en juillet 2013
- Taxe individuelle par produit basée sur le risque et fonction :
  - De la teneur en matière active du produit (6.7 €/kg de matière active)
  - De l'impact de la matière active sur le milieu et sur les utilisateurs
- Les matières actives les plus anciennes sont plus pénalisées
- Le nombre de nouvelles homologations devrait encore chuter
- Des pratiques dangereuses pour les résistances

## Quelques exemples :

- Fastac : 15.5 €/l dont 5.35 €/l de taxe → 86 €/l dont 75 €/l de taxe (x 5.5 !)
- Glyfonova 360 : 3.75 €/l dont 0.95 €/l de taxe → 6.15 €/l dont 3.35 €/l de taxe (+ 65%)
- Opus : 40 €/l dont 10 €/l de taxe → 58 €/l dont 28 €/l de taxe (+45%)
- Bell : 50 €/l dont 12 €/l de taxe → 69 €/l dont 32 €/l de taxe (+38%)
- Atlantis OD : 55.7 €/l dont 14 €/l de taxe → 44 €/l dont 2.3 €/l de taxe (- 20%)



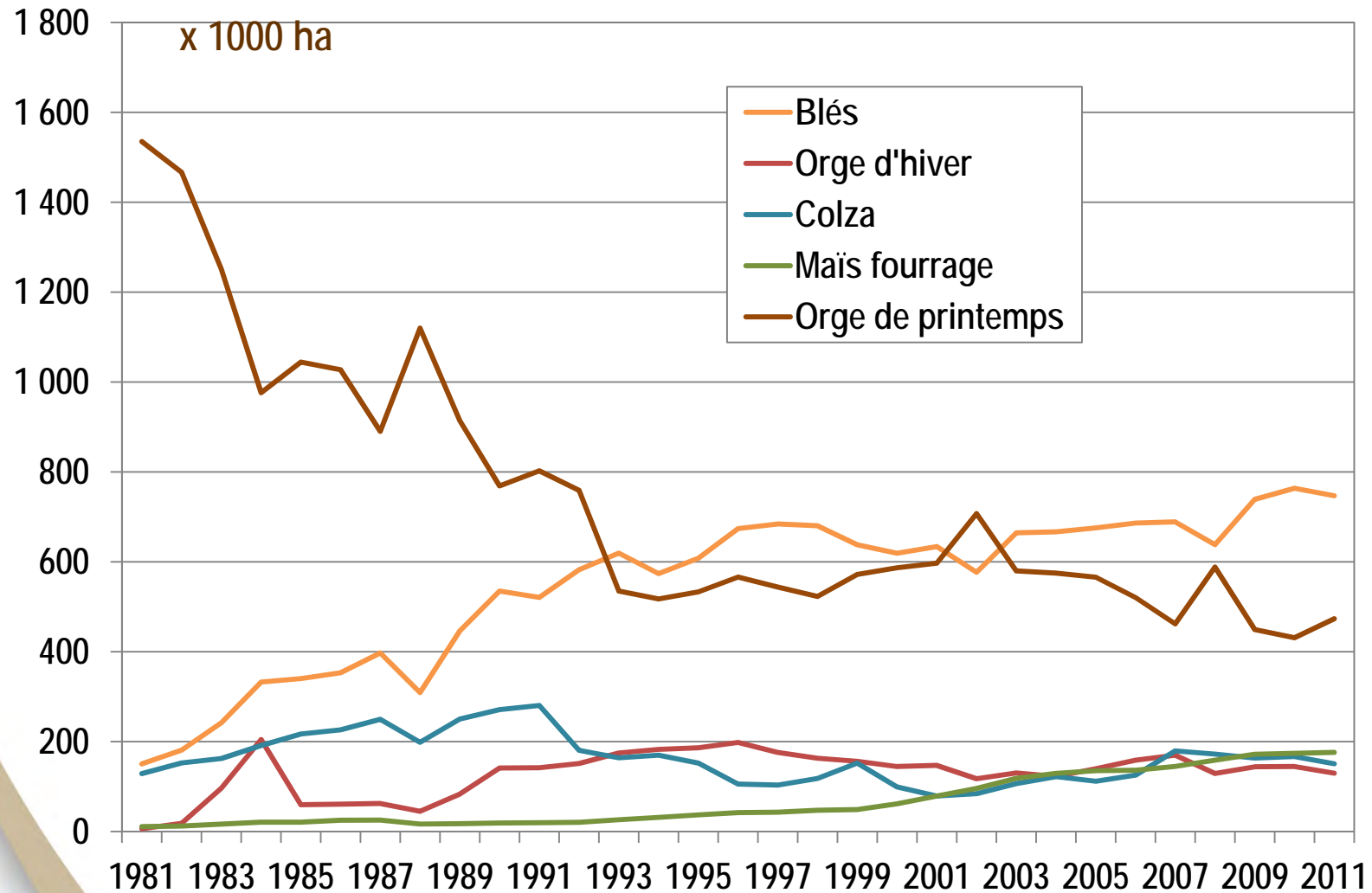


## Le conseil agricole danois

- Financé par les taxes sur les produits phytosanitaires et directement par les agriculteurs
- Environ 3000 conseillers agricoles
- En moyenne, 15 exploitations/conseiller, mais les plus grosses exploitations peuvent avoir un conseiller pour elles seules.
- Champ de compétence : du conseil opérationnel, au conseil tactique et jusqu'au conseil stratégique (aide à l'achat d'exploitation)
- Des difficultés à recruter des salariés compétents et à maintenir les compétences techniques de ceux déjà en place
- Un agriculteur paye 100 à 150 €/ha de conseil annuel

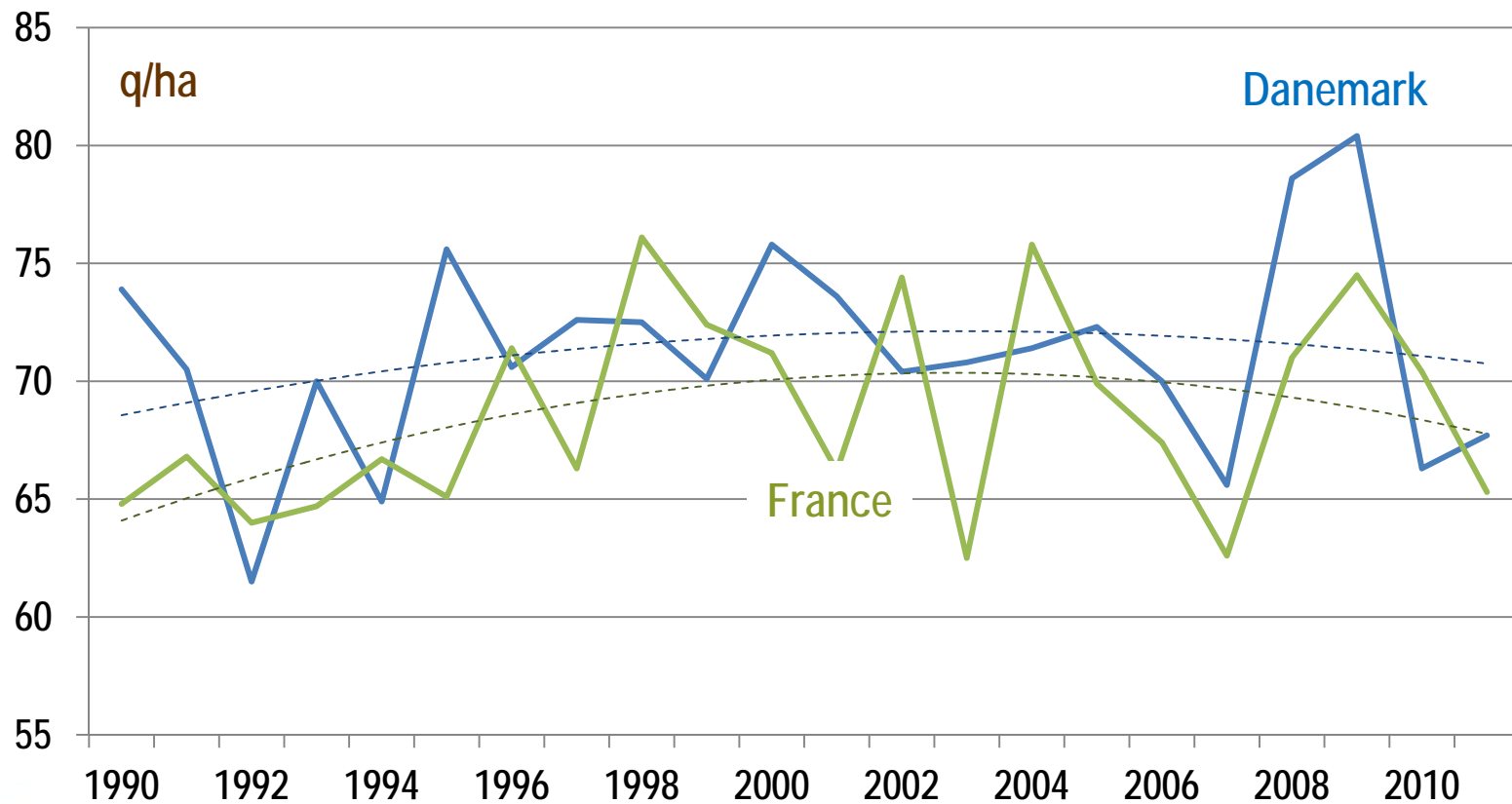


# Les mesures environnementales impactent les décisions d'assolement



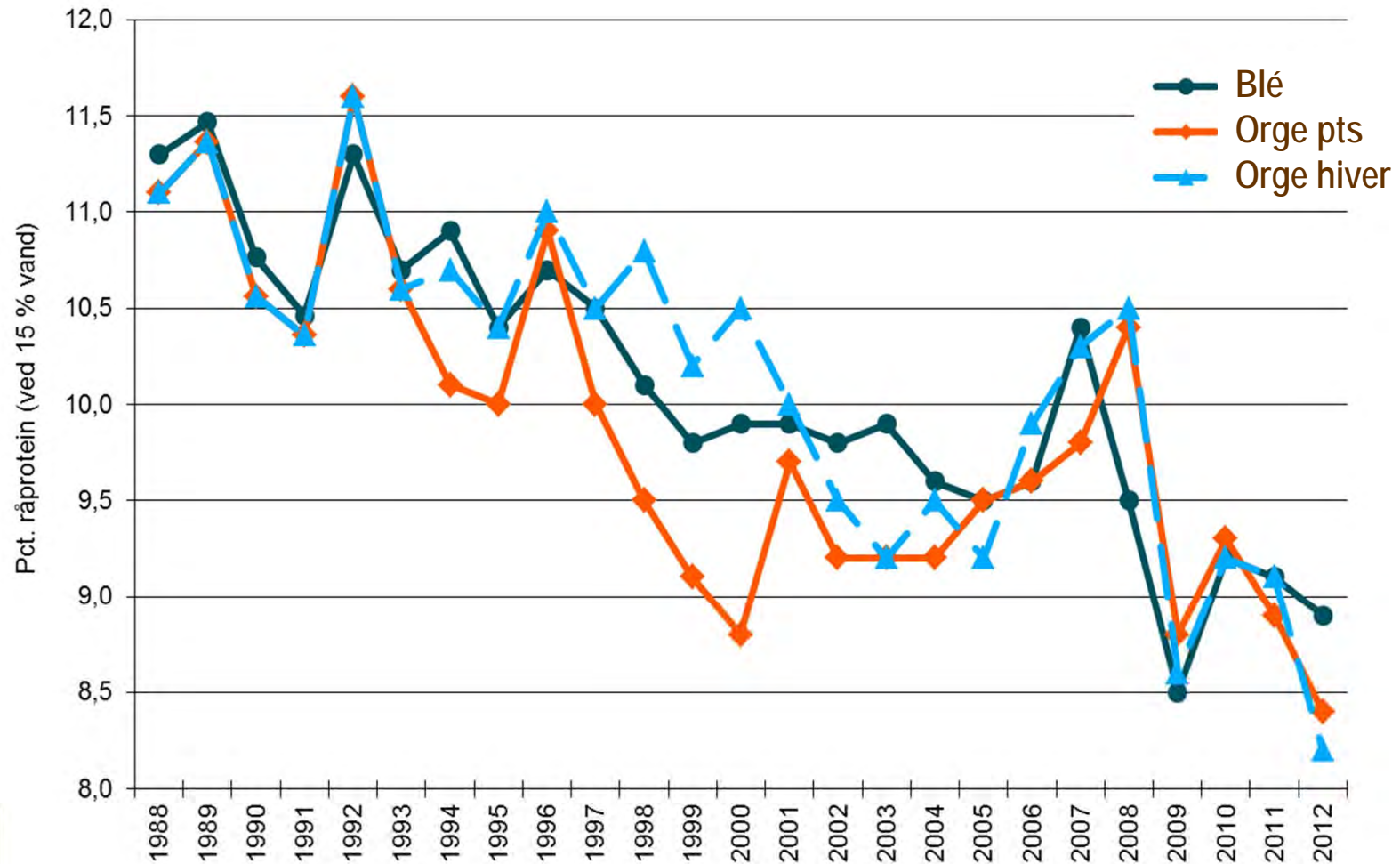


# Les mesures environnementales n'ont pas fait chuter les rendements...





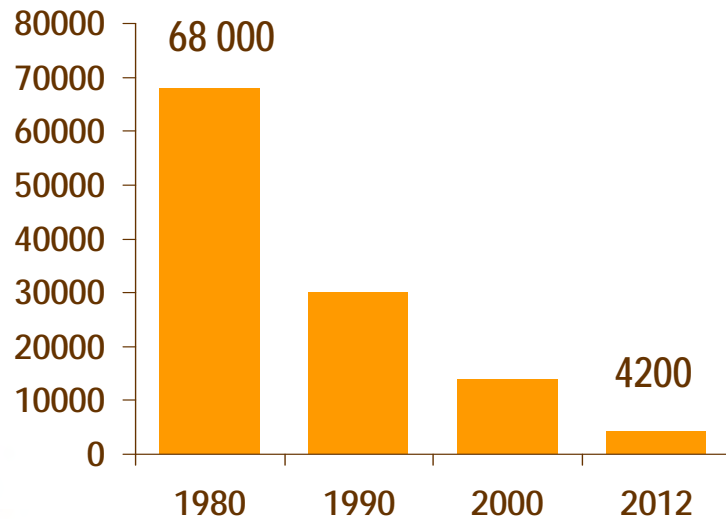
# ... mais ont eu un impact sur les taux de protéines





# Les mesures environnementales ont modifiées les systèmes de production porcins...

Evolution du nombre de producteurs de porc

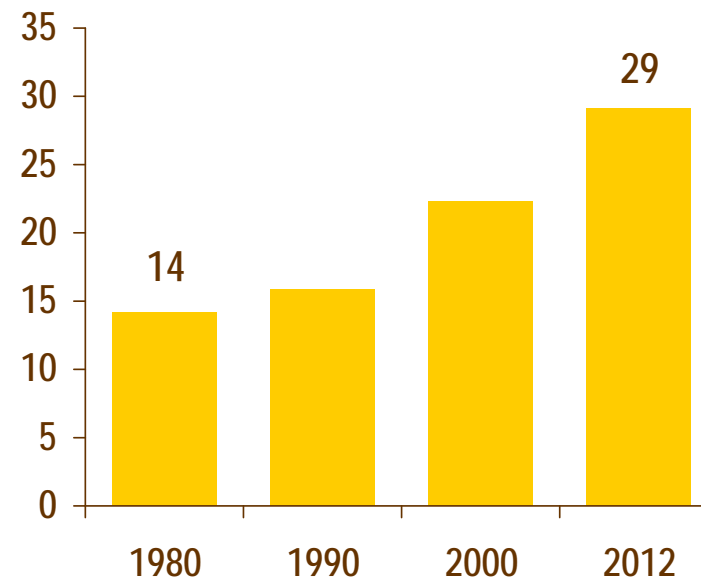


Chaque décennie, le nombre de producteurs de porcs est divisé par 2

Dans le même temps, le nombre de porcs produit est passé de 14 à 29 millions...

... mais le tonnage a diminué (plus de porcelets et de moins en moins de porcs engraisés)

Evolution du nombre de porcs (Mio)



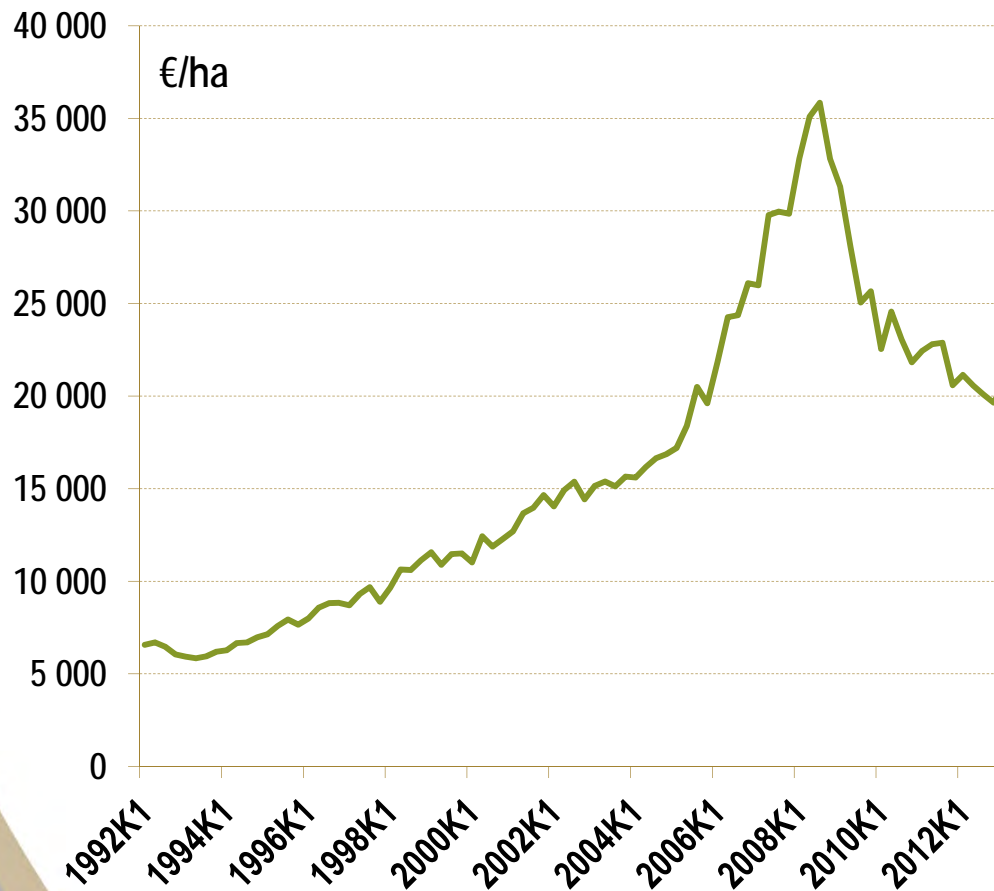


## ... et impactent l'économie des secteurs agricole et agroalimentaire

- Augmentation des exportations de porcelets vivants (Allemagne, Royaume-Uni et Pologne)
- Diminution du nombre d'abattoirs (impact économique localement)
- Dépendance plus forte vis-à-vis des protéines
- Augmentation du coût de la terre (en lien avec l'épandage d'engrais organiques) et du fermage (600 €/ha)
  - 70% des terres en faire valoir direct
  - Endettement important des exploitations



# La pression foncière impacte la pérennité des exploitations



Prix des terres x6 entre 1992 et 2008 (de 6 500 à 36 000 €/ha !)

Effondrement du prix de la terre et du secteur immobilier au moment de la crise économique mondiale de 2008

Remboursement des emprunts de type « subprime »



## Le ras le bol du « goldplating »

- Citoyens de plus en plus urbains et déconnectés du secteur agricole :
  - Plus de sécurité alimentaire
  - Des exigences environnementales fortes
  - ... mais un prix bas des aliments
- Poids important du ministère de l'environnement
- Fléchissement possible si l'économie du pays est touchée

La profession souhaite :

- Que chaque mesure de « goldplating » soit rémunérée,
- Qu'il y ait des études d'impact économique en amont et une évaluation au bout de 5 ans avant de la prolonger (avis du ministère de l'économie)
- Que si une nouvelle mesure est mise en place, une autre soit stoppée





## A RETENIR

- Diminution du nombre d'exploitations et de plus en plus de doubles actifs
- Concentration du secteur agroalimentaire
- Des objectifs environnementaux difficiles à atteindre, critiquables et distorsifs
- Impacts des politiques sur les secteurs agricole et agroalimentaire difficilement réversibles
  - Augmentation du foncier
  - Endettement des exploitations
  - Modification des stratégies sur le secteur porcin (de moins en moins d'engraissement laissé à la Pologne ou à l'Allemagne, fermeture d'abattoirs, ...)
- Malgré tous les efforts faits, l'image de l'agriculture ne s'améliore pas !

Abattoir porcin Danish Crow



Exploitation laitière à Odder



Merci de votre attention